

La faim dans le monde

41

Doryane Kermel-Torrès

D'une sensation individuelle provoquée par le manque de nourriture, le concept de *faim* s'est élargi à une situation collective marquée par une alimentation insuffisante en quantité ou carencée en nutriments nécessaires au bien-être et à l'activité. « Quand on parle chez nous de faim collective, les images qui se présentent aussitôt à notre esprit sont celles des populations misérables de l'Extrême-Orient qu'attaquent de périodiques épidémies de faim, (...). Pour les profanes, pour ceux qui ne connaissent le phénomène de la faim qu'à travers les nouvelles des journaux, seul existe ce type de faim, la faim aiguë et violente, qui se manifeste pendant les guerres ou en certaines régions du monde périodiquement sujettes à des cataclysmes naturels » (de Castro, 1971, p. 65).

1. Famine et sous-alimentation

1.1. Différencier les phénomènes

Si dans la plupart des esprits, les foules « affamées » d'Afrique noire ont au cours des deux dernières décennies remplacé celles d'Extrême-Orient, l'image de la faim collective est encore largement associée à la **famine**. Crise brutale, elle se traduit par un manque cruel de produits alimentaires pour une partie de la population et par une forte augmentation de la mortalité (*figure 1*). En nette diminution, les famines ne sont pas encore totalement reléguées dans le passé, même si le phénomène glisse de l'Asie vers l'Afrique. Plus discrète, mais aussi pernicieuse, la **sous-alimentation chronique** demeure un phénomène de masse qui, par son action permanente, ronge le bien-être des individus et leur capacité à avoir une vie normale. Il faut distin-

Fonds Documentaire ORSTOM



010012183

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : ~~Bx10183~~ Ex : 1

guer la **faim endémique** de la **famine** : caractéristiques et causes en sont souvent différentes et elles nécessitent des actions spécifiques. Cette démarche choque souvent, mais « la confusion du vocabulaire, les évaluations fantaisistes ou approximatives, les exagérations polémiques ne font rien avancer, et n'apportent rien au sort des victimes présentes ou futures, ni à la mémoire de celles du passé » (Durand-Dastès, 1982).

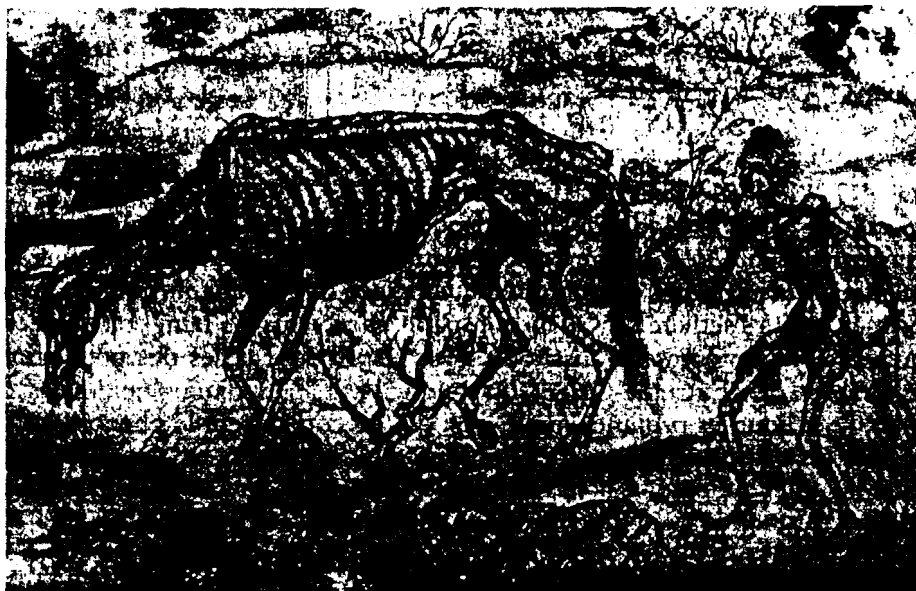


Figure 1 Période de famine, aquarelle au lavis de l'époque moghole, fin du xvi^e siècle (*Haridelle*, de Basawân, Indian Museum, Calcutta). L'association mentale de la faim à sa manifestation la plus extrême, relève vraisemblablement de ce que la famine, une des plus vieilles compagnes de l'homme, est perçue comme un phénomène récurrent insupportable non seulement parce qu'il apparaît anachronique mais aussi parce qu'on est là dans un domaine chargé de résonances complexes et d'une profonde sensibilité.

Le contraste entre la sous-alimentation chronique et la famine renvoie à l'expérience de quelques pays comme l'Inde et la Chine, terres de famine dans l'imaginaire collectif occidental. En terre indienne, après la dernière famine particulièrement meurtrière de 1943 au Bengale, et malgré plusieurs alertes régionales sérieuses, les risques ont été contenus grâce aux interventions des autorités publiques. L'Inde n'en demeure pas moins confrontée

une sous-alimentation chronique et à une malnutrition persistantes qui affectent une part importante de sa population. A l'inverse, alors que sa situation nutritionnelle semble meilleure, la Chine a été secouée lors du « Grand Bond en Avant » par une famine de 1958 à 1961.

1.2. La faim, manifestation sociale

La faim, aiguë ou chronique, est un révélateur de la position relative des groupes dans l'ensemble d'une société. Viennent à l'esprit les famines « organisées » qui avaient pour but de miner le pouvoir économique ou politique de groupes particuliers (Ukraine 1932-1933, Cambodge 1975-1979) ou d'exterminer des communautés religieuses ou ethniques (Ghetto de Varsovie ou camps de concentration, famine des Ibos au Biafra de 1968 à 1970). Outre ces cas extrêmes, la famine, localisée et conjoncturelle, est aussi sélective car elle atteint les plus vulnérables aux conséquences d'une rupture de leur équilibre. Ceux dont le pouvoir alimentaire dépend de leur capacité à accéder aux biens alimentaires par l'échange de leur force de travail ou d'un autre bien, en sont les premières victimes.

Les famines du Bengale en 1943 ou du Bangladesh en 1974 ont ainsi montré la vulnérabilité des ouvriers agricoles et des artisans dont la capacité de se nourrir s'est trouvée affaiblie et par la chute du revenu, avec l'effondrement de l'offre de travail, et par la hausse des prix alimentaires. De même, celle de petits pasteurs nomades de l'Afrique sahélienne, en 1973-1974, ou d'Éthiopie en 1984, tenait-elle à la baisse de la valeur relative de leur cheptel par rapport à celle des produits céréaliers. Faute de réserves en grains ou en argent, les producteurs agricoles peuvent eux-mêmes être touchés lors d'un accident climatique. L'analyse des famines indiennes du XIX^e siècle montre aussi l'effet déstabilisant du prélèvement colonial (Durand-Dastès, 1982).

Si des crises climatiques aboutissent à la famine c'est qu'elles surviennent dans un environnement social dans lequel la capacité de réponse de certaines catégories est limitée. Le risque ou l'occurrence de famine révèle donc les faiblesses structurelles d'une société. La création de chantiers publics pour agir sur l'approvisionnement alimentaire comme sur l'offre de travail relève du constat par certains gouvernements d'Asie (Inde depuis 1947) et d'Afrique (Botswana ou Kenya, lors de la crise du début des années 1980) de la double fragilité alimentaire (Dreze et Sen, 1989).

La famine comme phénomène de société a disparu des pays occidentaux mais les pénuries alimentaires de l'Europe de l'Est, imputables aux mauvais fonctionnements des secteurs de la production ou de la distribution, se transforment en menaces de disette qui mobilisent sporadiquement l'aide interna-

tionale (Roumanie et Pologne, 1989). En France, « Restaurants du cœur » et « Banques alimentaires », implantées dans notre pays en 1984 sur le modèle des Etats-Unis, témoignent d'une **précarité alimentaire**, intimement liée au malaise social (figure 2). Les difficultés économiques croissantes des pays occidentaux depuis le début des années 1980 se traduisent par l'exclusion du marché du travail et la marginalisation sociale des familles touchées. Si cette précarité alimentaire ne peut se comparer à la sous-alimentation chronique d'habitants des tiers mondes, une telle réalité illustre, ici aussi, la position relative d'individus ou de groupes dans la société selon leur capacité d'accès à l'alimentation.

Dans le Tiers Monde, les fortes inégalités de revenu expliquent que la sous-alimentation chronique, contrairement à la famine, persiste en temps de paix et en année normale. Ainsi, ceux qui ne peuvent acheter ou produire en quantité suffisante ont-ils une alimentation déficiente. La faim ne saurait être systématiquement imputable à un manque de richesses mais elle est intimement corrélée aux **inégalités** à produire le bien alimentaire et à y accéder.

2. Des répartitions inégales de la production alimentaire

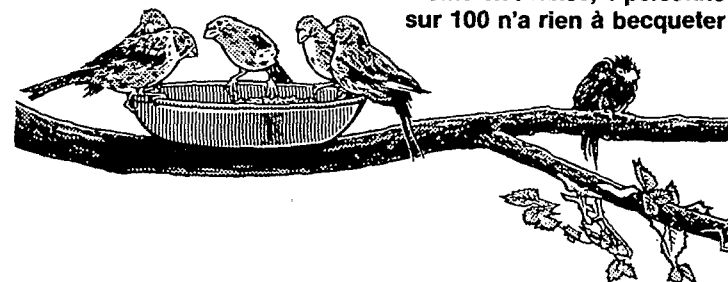
2.1. Son évolution

La capacité de notre planète à nourrir une humanité croissante est une des grandes inquiétudes soulevées par les thèses malthusiennes, et régulièrement ravivées par la FAO (en français OAA, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), notamment. La question alimentaire reste conçue par certains comme une « course » entre démographie et ressources alimentaires. Pourtant, à l'échelle de la planète, la croissance de la **production alimentaire** a excédé celle de la population au cours des trois dernières décennies. Le panorama change toutefois si l'analyse différencie les pays en voie de développement selon le revenu ou l'ensemble géographique dont ils font partie. Si globalement la production alimentaire a crû dans les pays en voie de développement à revenu intermédiaire ou à faible revenu, celle par habitant de ces derniers a décliné de 1970 à 1990, traduisant l'évolution déficitaire de l'agriculture de l'Afrique sahélo-soudanienne (figure 3). Mais les évolutions de la production par habitant sont contrastées (croissance positive en Guinée Bissau et Togo, décroissance régulière en Angola et Tanzanie) ; même les pays sahéliens ne forment pas un bloc homogène (reprise de croissance au Burkina Faso et au Sénégal après 1984, déclin continu en Mauritanie ou au Niger). En Amérique latine, la production ali-

Samedi 30 novembre 1991 de 10 h à 19 h

dans votre Mairie ou annexes
ou dans les Grandes Surfaces de votre ville.

**Même en France, 1 personne
sur 100 n'a rien à becqueter**



COLLECTE NATIONALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES NON PÉRISSABLES

**BANQUE ALIMENTAIRE
DE BORDEAUX ET DE LA GIRONDE**

Association à but humanitaire

Hangar - 21, Bassin à Flot n° 1, Port autonome
33300 BORDEAUX

Tél. : 56 43 10 63

Offert par la Caisse d'Épargne de Bordeaux-Aquitaine

Figure 2 Les systèmes de protection sociale à la charge des états des « pays développés » sont dans bien des cas inefficaces pour répondre à la marginalisation sociale des « nouveaux pauvres ». Ici et là, des organisations caritatives, appelant à la solidarité nationale, se sont mises en place pour assurer des distributions alimentaires.

mentaire par habitant stagne dans les pays andins (Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie), s'affaiblit au Mexique, s'effondre en Argentine et au Honduras, mais s'accroît au Brésil et au Chili. En Asie, à de rares exceptions (Bangladesh, Sri Lanka), la forte hausse de la production par habitant est presque généralisée ; les politiques d'infrastructures agricoles et d'incitations économiques à la production, comme les innovations technologiques, ont permis à la production céréalière (blé et riz surtout) de devancer une croissance démographique comparable à celle de l'Amérique latine. Mais, si la mise en valeur de nouveaux espaces a aussi permis d'augmenter la production, c'est au péril des équilibres écologiques (Thaïlande, Indonésie).

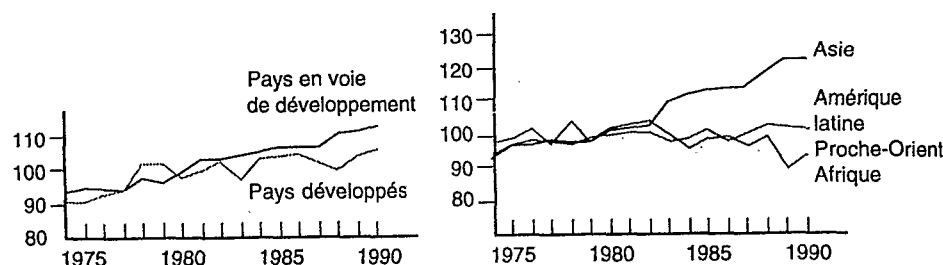


Figure 3 Evolution de la production alimentaire par habitant (1979-1980 = 100).

(En ordonnées, production alimentaire par habitant)

L'Afrique poursuit sa tendance négative alors que l'Amérique latine enregistre une croissance modérée et le Proche-Orient une quasi-stagnation, entrecoupée de recul sous l'effet perturbateur des conflits régionaux. L'Asie se distingue par une croissance de la production alimentaire par habitant forte et à peu près régulière : elle a fait des progrès que nul ne se serait risqué à prédire il y a une vingtaine d'années et l'Afrique l'a remplacée au premier plan des préoccupations internationales.

Source : FAO, *Bulletin trimestriel de statistiques*.

L'Afrique, dont la croissance démographique atteint à partir des années 1970 des taux inconnus pour le continent, est confrontée à la faiblesse de l'intensification de la production alimentaire et à la marginalisation de l'agriculture vivrière. Le développement des cultures d'exportation y a entraîné des déstabilisations et le système entier a bien souvent mis en cause « les filets protecteurs qu'ont élaborés les populations pour se prémunir contre le risque » (Courade, 1989, p. 582). Cependant, là aussi, l'analyse au niveau national cache la diversité des situations régionales et des manières locales de gérer le ratio pression démographique/potentialités agricoles.

2.2. Faim et production alimentaire

Sous-alimentation chronique et aléas de la production alimentaire nationale sont-ils liés ? L'Asie, qui a connu la plus vigoureuse croissance de la production alimentaire par habitant, compte encore au début de la dernière décennie, et malgré une nette amélioration, de 17 à 25 % de sa population en situation de sous-alimentation (OAA, 1987, Cinquième enquête mondiale sur l'alimentation). Il serait donc hâtif de conclure qu'une hausse de la production alimentaire résoud d'elle-même la question.

Les famines ont tendance à être généralement attribuées à une pénurie alimentaire après un accident climatique. Or, des recherches sur plusieurs famines ont montré que les catastrophes étaient survenues à des époques où l'offre alimentaire n'avait pas subi d'effondrement mais au contraire était élevée (Sen, 1981). Ainsi au Bengale, en 1943, le niveau de l'approvisionnement local était supérieur à celui d'une année sans famine. En Ethiopie (1973), la province du Wolo fut plus particulièrement touchée alors que les niveaux de la production alimentaire y étaient comparables à ceux des meilleures années antérieures. La famine du Bangladesh (1974) a touché des districts où l'offre alimentaire n'avait jamais été aussi élevée depuis 1970 et était même supérieure à celle d'autres districts non affectés. L'insuffisance de l'offre n'est donc pas en cause ici, mais bien la perte de la capacité alimentaire de groupes sociaux spécifiques. Au Bangladesh, immédiatement après les inondations et par anticipation de leurs effets sur le niveau présumé de la récolte à venir, l'offre de travail, liée à la transplantation du riz, a chuté. C'est aussi par anticipation sur cette future récolte qu'il y a eu spéculation sur les prix de produits alimentaires pourtant abondants grâce à la récolte exceptionnelle antérieure à l'accident climatique. Telle a été la séquence temporelle du processus aboutissant à la famine.

3. Stratégies d'insertion dans le jeu mondial

3.1. Le puzzle des disponibilités alimentaires

La croissance de la production alimentaire par habitant ne préjuge pas du niveau de la ration alimentaire disponible par habitant. En outre, les seules corrélations entre production alimentaire et population occultent les effets des mouvements de produits et des flux financiers qui, à l'époque de la mondialisation des échanges et de l'interdépendance des économies, modifient tout paysage alimentaire national dessiné par l'offre de produits locaux.

Les bilans des disponibilités alimentaires élaborés par la FAO sont la seule source offrant un aperçu de la situation générale de l'offre alimentaire (fiche 1). Ils ne concernent pas les consommations et ne donnent aucune indication sur les différences entre les régimes et les niveaux alimentaires des groupes selon leur appartenance socio-économique ou leur localisation dans l'espace.

FICHE 1

Les bilans des disponibilités alimentaires

Les bilans nationaux comptabilisent les quantités produites, importées et exportées, stockées ainsi que les utilisations intermédiaires (alimentation animale, semences, pertes...) pour obtenir les quantités disponibles pour l'alimentation. L'estimation *per capita* est obtenue en divisant l'approvisionnement total national par la population. Ces données sont ensuite converties en nutriments, calories, protéines... *per capita* grâce à des tables de composition des aliments. Ces calculs définissent pour chaque pays un régime moyen disponible qui n'est en fait consommé par personne. Les bases ne sont pas exemptes de faiblesse, car les données gouvernementales fournies à la OAA valent ce qu'elles valent. Estimer la production agricole dans certains PVD (Pays en voie de développement) reste un exercice scabreux et ne sont généralement pris en compte que les mouvements de produits officiellement enregistrés.

3.2. Contraintes et impacts des insertions

Les pays à industrialisation rapide et à forte densité de population, comme la Corée du Sud ou Taïwan, ou encore les pays exportateurs de pétrole, Emirats Arabes Unis ou Koweït, dont les disponibilités alimentaires reposent sur des importations massives, sont un cas spécifique. Mais jouer la carte du marché peut s'avérer dangereux et les mésaventures occasionnées lors d'effondrement des cours, même lorsqu'on est exportateur de pétrole, peuvent être interprétées comme des coups de semonce que n'ont pas négligé Venezuela ou Nigeria, en redécouvrant leur agriculture vivrière.

D'autres pays ont fondé leur croissance et leur insertion dans l'économie mondiale sur le développement de cultures d'exportation et se sont confiés au marché international pour une partie de leur approvisionnement alimentaire : Colombie ou Brésil (café), Côte d'Ivoire (cacao), Sri Lanka (thé), Sénégal (arachide)... Des slogans, comme « le grain des pauvres nourrit le bétail des riches », sont nés du contraste paradoxal, au Brésil par exemple,

entre une forte production alimentaire réservée à l'exportation et la sous-alimentation de ceux qui contribuent à la fournir. Ce serait toutefois partir de l'hypothèse que la disponibilité, provenant *a fortiori* de la production interne, est l'unique facteur déterminant l'accès à l'alimentation. Or les effets des orientations favorisant largement ces cultures sont complexes. La place faite à ces produits d'exportation, en Afrique et en Amérique latine en particulier, provoque au sein des espaces nationaux des déséquilibres en terme d'accès aux moyens de production et de modes de répartition des revenus de ces cultures. Les déséquilibres se font également sentir au niveau de la latitude donnée aux pays par ces exportations pour acquérir d'autres produits alimentaires et des intrants agricoles.

Touchant toutes les régions, la détérioration des termes de l'échange a été particulièrement forte pour les pays d'Afrique sub-saharienne et d'Amérique latine. La marge de manœuvre d'un pays est d'autant plus limitée que l'éventail de ses exportations est restreint. Pour les produits tropicaux spécifiques (café, cacao...), la concurrence entre pays sous-développés s'avive alors que les organismes financiers internationaux multiplient les recommandations d'une utilisation accrue de ces « avantages comparatifs ». Pour d'autres produits (huiles végétales, sucre), il y a compétition entre les pays du Sud et ceux du Nord, aux agricultures vigoureusement soutenues et protégées, tandis que l'élaboration de produits de synthèse est fortement porteuse de déstabilisation pour les pays en voie de développement (sucre, caoutchouc, textile).

Certains pays ont misé sur l'agriculture vivrière sans dédaigner les exportations de produits agricoles (thé pour l'Inde, riz et manioc pour la Thaïlande), et ne recourent que marginalement au marché extérieur pour leur approvisionnement alimentaire. D'une façon globale, l'Asie est devenue la région la plus indépendante du marché céréalier international. Le concept d'**auto-suffisance** désigne des situations (Inde, Indonésie, Philippines) où les disponibilités alimentaires sont assurées par la production nationale, avec dans certains cas constitution de stocks de sécurité. Cette dernière notion, liée aux mouvements de produits, a prêté à confusion en laissant sous-entendre une situation alimentaire adéquate alors que sous-alimentation et malnutrition touchent encore une partie de la population.

L'impact sur les approvisionnements alimentaires de l'affaiblissement du pouvoir d'achat des exportations agricoles traditionnelles et de l'instabilité des cours a été, des années durant, quelque peu contrebalancé par le bas niveau des prix mondiaux des céréales. A coup de subventions et de protections agricoles, une sorte de guerre s'est instituée entre pays surproducteurs pour écouler, par des ventes à prix de *dumping* ou par le biais de l'aide alimentaire,

des excédents de plus en plus coûteux à gérer, accusés aussi de décourager la production des pays receveurs et de contribuer à modifier les habitudes alimentaires des consommateurs urbains. Mais que la production des pays excédentaires diminue, comme en 1988, et la facture alimentaire des pays importateurs s'alourdit, ou qu'interviennent les « *programmes d'ajustement structurel* », et la menace, voire la suspension, pèse sur les subventions et les importations, compromettant une certaine **sécurité alimentaire**. L'Amérique latine et l'Afrique ont été plus durement touchées que l'Asie par ces programmes, développés à partir de 1982 par le Fonds Monétaire International pour « restaurer » la capacité des pays à rembourser leur dette extérieure.

Les relations entre le marché mondial et la question alimentaire ne se cantonnent pas pour autant aux capacités budgétaires des pays à importer des denrées alimentaires ou à exporter à des conditions variables des ressources nationales. Instabilité du marché, endettement, restrictions budgétaires... sont autant d'ondes de choc transmises aux populations et qui influent sur leur capacité d'accès au bien alimentaire, compte tenu de leurs revenus et des prix des produits alimentaires. C'est en fonction de cette double dimension, et des contraintes subies à la charnière des niveaux national et international, que se pose la question d'une croissance de la production alimentaire, et des modalités de sa mise en œuvre. Interviennent alors les spécificités nationales, notamment la diversification déjà réalisée des activités économiques, l'importance de la population rurale et, en son sein, le poids des activités agricoles et non agricoles.

4. L'incidence de la sous-alimentation

4.1. Evaluer la sous-alimentation

Si les complexités conceptuelles expliquent pour partie les difficultés de l'évaluation statistique de la sous-alimentation et de la **malnutrition** (fiche 2 et 3), le recours à des méthodes indirectes de mesure, faute d'enquêtes nationales systématiques, joue aussi.

Qu'il s'agisse d'apprécier des disponibilités alimentaires dans un espace géographique donné, ou la proportion de la population sous-alimentée, encore la prévalence de la malnutrition, spécifier une norme nutritionnelle apparaît incontournable. Mais si, physiologiquement, le besoin énergétique commande la prise alimentaire, le goût de l'individu et la spécificité culturelle du groupe conduisent au choix alimentaire, sous la pression, naturellement

des possibilités économiques. Or, ces dimensions sont occultées par la conversion des aliments en nutriments lors des évaluations statistiques.

Evaluer la population sous-alimentée soulève ainsi d'importantes difficultés, en raison des inter-relations consommation alimentaire-nutrition-état de santé. La variation des besoins nutritionnels chez l'individu et entre individus annihile aussi la validité et l'intérêt d'une norme universelle. Il est admis qu'une personne peut s'adapter à une réduction d'apport calorique, ce qui à son tour influence à la baisse ses besoins alimentaires ; mais le seuil au-delà duquel l'adaptation ne peut se faire sans préjudice grave pour le bien-être et les capacités est controversé. Une modification même légère des hypothèses influence considérablement l'estimation de la population en état de risque nutritionnel. Or cette base conceptuelle permet d'évaluer la sous-alimentation, qui sert elle-même à construire la **ligne de pauvreté** dont l'évolution oriente les interventions alimentaires, nutritionnelles ou de lutte contre la pauvreté (chapitre 40).

FICHE 2

Sous-alimentation et malnutrition

L'apport en nutriments assure l'entretien structural de l'individu pour la constitution de ses cellules ; il couvre aussi la dépense métabolique de repos (ou métabolisme basal), et la dépense supplémentaire d'activité physique. Mais les besoins nutritionnels diffèrent entre les individus, selon l'environnement, l'activité, les pathologies, les caractères morphologiques... qui, outre la composition de la ration alimentaire, influent sur son état nutritionnel. Ils varient également pour un même individu selon les facteurs physiologiques (stade de développement, âge...). D'où des divergences conceptuelles dans l'établissement de « normes nutritionnelles » ou « d'individus de référence ».

La malnutrition caractérise un état nutritionnel qui s'écarte de la normale, sous l'effet d'une alimentation déséquilibrée par excès (maladies nutritionnelles de surcharge) ou par carence, la dénutrition, imputable à des défauts d'apport d'aliments, c'est-à-dire la sous-alimentation. La malnutrition protéino-énergétique est la forme la plus répandue de malnutrition par carence. Les avitaminoses et les carences en minéraux représentent d'autres troubles nutritionnels.

La OAA et la Banque mondiale fournissent chacune deux estimations correspondant à des niveaux différents de besoins énergétiques mais sur des

bases conceptuelles et méthodologiques divergentes. En ce qui concerne les estimations fortes, alors que la première établit la population sous-alimentée à 500 millions de personnes (23 % de la population des pays en voie de développement ; OAA, 1987), la seconde estime que 730 millions de personnes (34 %) ont un « apport calorique insuffisant pour un travailleur actif » (Banque mondiale, 1986). En revanche, leurs estimations faibles coïncident autour de 15 % de la population des pays en voie de développement (340 millions de personnes en 1980).

FICHE 3

La malnutrition protéino-énergétique (MPE)

Les conceptions sur les niveaux souhaitables d'apport en protéines et leur relation avec l'apport énergétique ont considérablement évolué depuis les années 1970. Aujourd'hui, la malnutrition protéino-énergétique est principalement attribuée à un déficit alimentaire et énergétique global plutôt qu'à une carence spécifiquement protéique. Le consensus sur l'importance exagérée attribuée à la carence protéique a suscité une réorientation des stratégies de lutte. Accroître la consommation d'aliments particulièrement riches en protéines n'est plus la solution et des régimes traditionnels, pas toujours maintenus pour des raisons économiques, associant céréales et protéagineux, riz et soja en Asie de l'Est, maïs et haricots en Amérique latine, blé ou riz et légumineuses en Asie du Sud, mils ou sorgho et légumineuses en Afrique..., sont reconnus équilibrés, à condition toutefois que la ration énergétique soit suffisante. Certains groupes restent néanmoins vulnérables à une carence protéique même si l'apport calorique est jugé satisfaisant ; en particulier ceux dont le régime est à base de féculents – tubercules, plantain... – plus pauvres en protéines que les céréales.

Les enfants, aux besoins protéiques proportionnellement plus élevés que les adultes, sont particulièrement sensibles à la teneur en protéines des aliments introduits au moment du sevrage. Même si bien des enfants n'atteignent pas les stades majeurs de malnutrition (kwashiorkor et marasme), la malnutrition protéino-énergétique n'entrave pas moins le développement physique et intellectuel. Elle affaiblit le potentiel d'activité et la résistance aux maladies, infections et parasitoses en particulier. La malnutrition altère les défenses de l'organisme contre l'infection qui elle-même l'accroît en retour. L'interaction des deux facteurs se traduit par une morbidité importante qui se répercute sur l'espérance de vie à la naissance et la mortalité infantile. La vulnérabilité particulière des enfants de moins d'un an amène à considérer le taux de mortalité infantile comme un indicateur pertinent de l'état nutritionnel et de l'état de santé d'une population ; deux états liés à la position relative des groupes d'individus dans une société (figure 6).

4.2. L'ampleur de la sous-alimentation

La FAO (OAA en français) et la Banque mondiale s'accordent cependant sur la répartition géographique de la prévalence de la sous-alimentation comme sur son évolution quel que soit le seuil critique retenu. La grande majorité de la population sous-alimentée vit en Asie (figure 4), où se trouve concentrée la population pauvre – 71,4 % des pauvres pour 69,9 % de la population mondiale – (Banque mondiale, 1990, *Rapport sur le développement dans le monde*). La diminution relative de la population sous-alimentée, surtout observée entre 1970 et 1980, n'empêche pas néanmoins l'augmentation en chiffres absolus, forte en Afrique particulièrement.

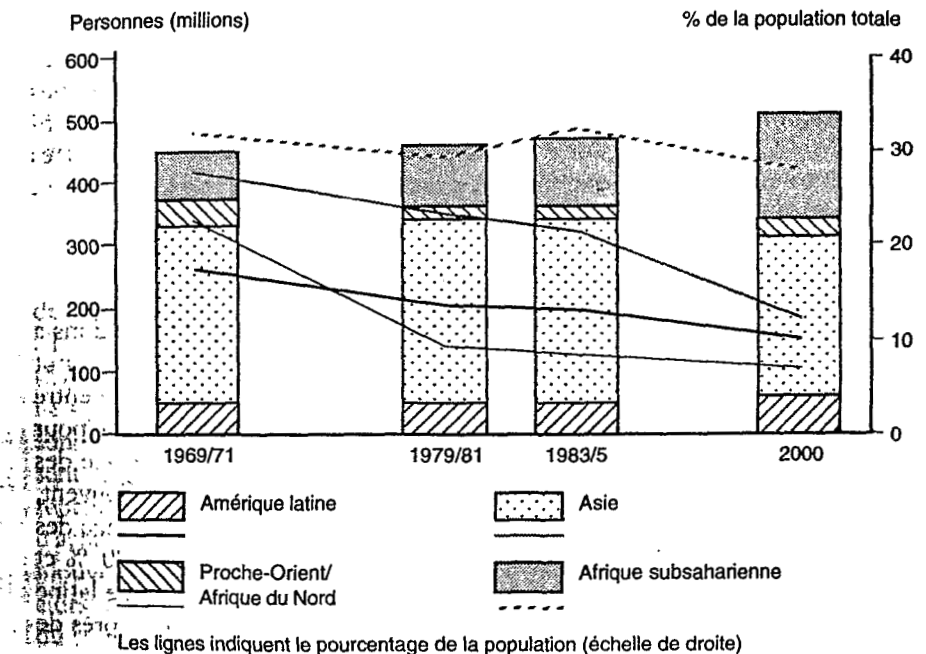


Figure 4 Estimation de la sous-alimentation : nombre de personnes et pourcentage de la population (seuil supérieur).

Entre 1970 et 1980, le Proche-Orient enregistre une diminution sensible du nombre de personnes sous-alimentées, l'Amérique latine une stabilisation, l'Asie une légère augmentation, l'Afrique sub-saharienne une croissance qui l'amène au plus fort ratio par rapport à la population « régionale ». Au début des années 1980, la tendance s'accroît en Afrique et il y a interruption virtuelle des progrès en Amérique latine. La projection pour l'an 2000, montre une nette dégradation en Afrique et une amélioration en Asie.

Source : Alexandratos/FAO, 1989.

Il semble que l'on ne puisse espérer pour les années 1980 une amélioration de la situation analogue à celle des années 1970 (Banque mondiale, 1986). La décennie écoulée a en effet été marquée par un certain nombre de chocs (dégradation des termes de l'échange, programmes d'ajustement structurel et d'austérité budgétaire...) qui ont influé sur l'évolution des revenus et sur leur répartition, facteur primordial de la prévalence de la sous-alimentation. Les plus pauvres consacrant l'essentiel de leur revenu aux dépenses alimentaires (jusqu'à 70-80 %), toute modification sensible des revenus affecte en premier lieu leur pouvoir d'achat alimentaire. Les chocs ont aussi influé sur la capacité des Etats à en amortir l'effet sur les populations, en limitant la poursuite ou la mise en place des programmes d'assistance aux plus pauvres.

Les régressions économiques des années 1980 ont ainsi durement affecté l'Afrique sub-saharienne et l'Amérique latine où l'on a enregistré une augmentation de l'incidence de la pauvreté comme de l'inégalité de la répartition des revenus, notamment au Brésil, en Colombie et au Venezuela (Banque mondiale, 1990). Les conditions de vie des plus défavorisés se sont dégradées dans les deux régions et les dépenses sociales, pour la santé notamment, ont été comprimées.

4.3. La vulnérabilité alimentaire

La sous-alimentation permanente résulte de l'incapacité de populations à s'alimenter de façon appropriée par la production ou le travail. Ce statut social, qui tient certes aux conditions spécifiques à chaque société, relie entre continents et océans des catégories marginalisées. Elles appartiennent pour les trois quarts au milieu rural, avec toutefois des variantes selon la place des ruraux dans la population totale et l'incidence de la pauvreté rurale. Souvent, le pourcentage des ruraux parmi les pauvres est supérieur au pourcentage des ruraux dans le pays (en Côte d'Ivoire, 86 % et 57 %, en Malaisie 80 % et 62 %, au Guatemala 66 % et 59 %). Exception notable, en Amérique latine où les taux d'urbanisation sont proches de ceux des pays développés, près de la moitié de la population sous-alimentée est urbaine.

Alors que les réformes agraires d'Amérique latine et d'Asie n'ont guère abouti à une redistribution plus équitable des terres, les orientations à l'exportation de produits « de rente » ont accru la vulnérabilité alimentaire d'une partie des producteurs latino-américains et africains, en les exposant aux fluctuations de revenus et aux prélèvements divers, en premier lieu ceux de l'Etat. De surcroît, les politiques économiques « en faveur » des couches urbaines ont privilégié les importations alimentaires pour l'approvisionnement des villes, pénalisant encore certaines catégories de producteurs locaux.

Même si le dualisme ville/campagne est surtout exacerbé en Amérique latine, le niveau d'auto-subsistance baisse dans de nombreuses régions des tiers mondes.

Modernisation agricole et intégration au marché ne se font pas en effet dans les mêmes conditions pour tous les « paysans », trop souvent considérés comme un bloc homogène, et en dépit de politiques cherchant à faciliter à tous l'accès aux moyens de production. La vulnérabilité des ouvriers agricoles, autant liée à l'offre de travail qu'aux prix alimentaires, est doublement influencée par les calendriers agricoles. En période critique, la fourniture d'emplois sur des chantiers publics cherche à limiter ces contraintes en proposant « de la nourriture contre du travail » ou plus rarement une rémunération en numéraire (état du Maharashtra en Inde).

Si la sous-alimentation affecte surtout le monde rural, elle peut atteindre des niveaux d'extrême gravité en milieu urbain. Faiblesse du pouvoir d'achat, précarité des emplois attendent les immigrants fraîchement arrivés des campagnes. Occupants de zones non loties, en général à la périphérie urbaine, ils n'ont aucune reconnaissance légale pour faire jouer leur « statut » de pauvres. Coupés du monde rural, ces nouveaux citadins vivent aussi en marge de l'économie urbaine.

Pourtant, les populations urbaines ont été majoritairement bénéficiaires de l'affectation des ressources publiques, en infrastructures médicales, en allocations de rations alimentaires subventionnées – à partir d'importations (Egypte) ou de la production intérieure (Inde) –, en programmes nutritionnels pour les « groupes à risque » (femmes enceintes et allaitant, enfants, personnes âgées). Mais en Amérique latine et en Afrique, les plus pauvres subissent de plein fouet les effets de la crise financière, notamment un renchérissement des prix des produits alimentaires et une baisse du pouvoir d'achat. Témoins de cette évolution des années 1980, soupes populaires et mouvements de type associatif émergent en Amérique latine (Santana, 1990) alors qu'en Inde, dans le but de prévenir une crise irrémédiable de l'ensemble du système, le système public de distribution alimentaire est réorienté.

Lectures recommandées

- Bessis S., 1991, *La faim dans le monde*, Paris, La Découverte.
 Castro J. (de), (1949), 1964, *Géographie de la faim*, Paris, Les Editions ouvrières.
 Courade G. et Peltre-Wurtz J. (éds.), 1991, « La sécurité alimentaire à l'heure du néo-libéralisme », *Cahiers des Sciences Humaines*, 27, 1-2.

Durand-Dastès F., 1982, Famine et sous-alimentation en Inde, *Tricontinental*,
numéro spécial.

Santana R. (ed.), 1990, *La question alimentaire en Amérique latine. Mexique -
Venezuela - Equateur - Pérou*, Toulouse, Editions du CNRS.

Sen A., 1981, *Poverty and famines*, Oxford, Clarendon.

Mots-clefs

Auto-suffisance,
Disponibilités alimen-
taires,
Faim endémique,
Famine,

Inégalités,
Ligne de pauvreté,
Malnutrition,
Précarité alimentaire,
Production alimentaire,

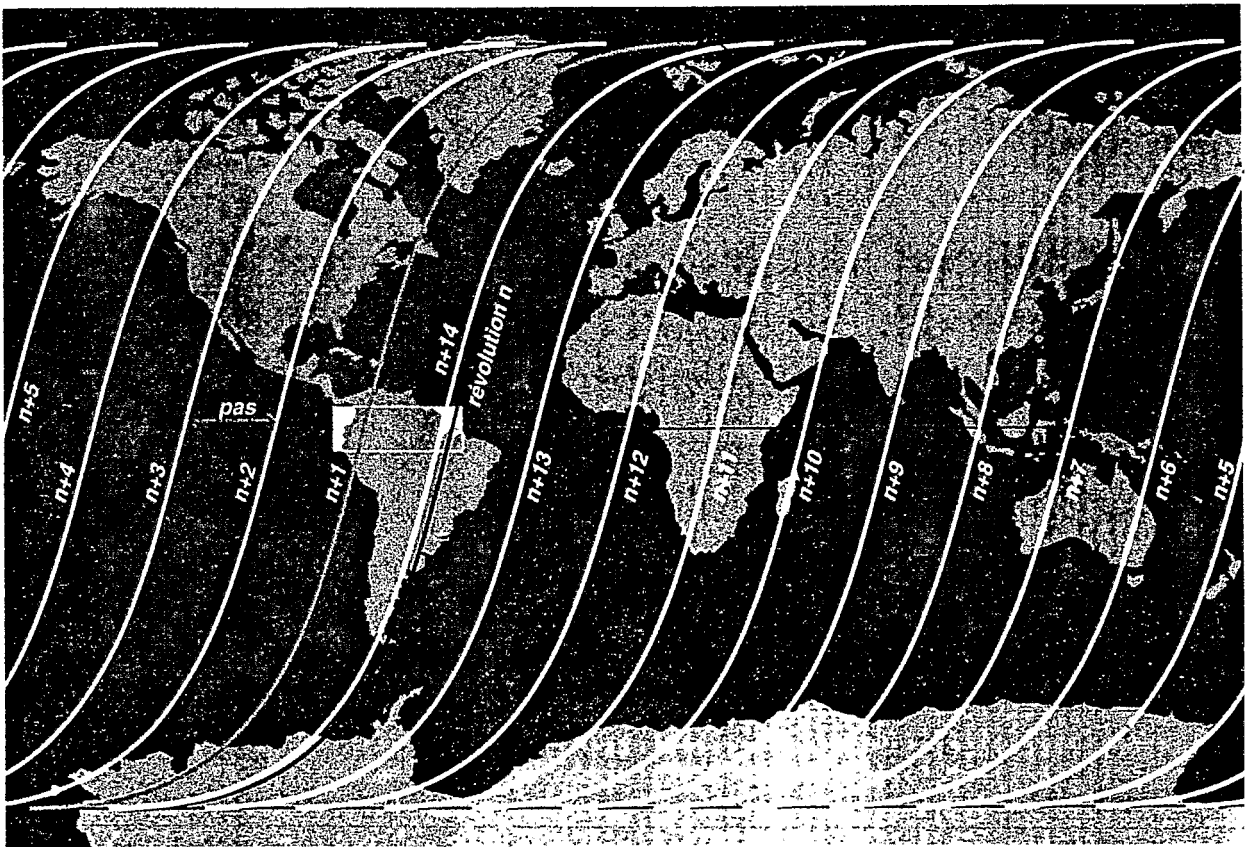
Sécurité alimentaire,
Sous-alimentation chro-
nique.

ENCYCLOPÉDIE de GÉOGRAPHIE

1106

Sous la direction de

Antoine BAILLY • Robert FERRAS • Denise PUMAIN



Préface de
Hubert CURIEN

Publié avec le concours de Saint-Dié-Des-Vosges

 **ECONOMICA**